

Sujet 1

La croissance économique et ses différentes phases depuis 1850

Introduction

Depuis 1850, la généralisation de l'industrialisation du mode de production marque les débuts de la croissance économique contemporaine et le triomphe du capitalisme dans les grands pays européens et en Amérique du Nord. La croissance économique, mesurée par l'évolution du PIB, c'est l'augmentation durable de la production industrielle destinée à des consommateurs de plus en plus nombreux (grâce à la baisse des coûts de production et des prix). Si la croissance économique augmente plus vite que la croissance démographique, elle permet d'élever le niveau de vie moyen, qui dépend de la quantité de biens et services dont on dispose sur le marché. La croissance résulte de la hausse de la quantité des facteurs de production (capital, travail) utilisés, de façon plus ou moins intensive et de leur combinaison productive. C'est l'accumulation du capital (investissements) qui, en intégrant le progrès technique au système de production, entretient la croissance. Les moteurs de la croissance sont le progrès technique, la productivité industrielle et la demande. Plutôt que de « révolution industrielle », l'historiographie récente met en avant la notion de processus d'industrialisation comme socle de la croissance économique, ces processus étant ancrés dans le temps. Ce processus combine l'innovation technique (qui permet de moderniser le mode de production et d'accroître la productivité), l'ouverture et l'extension des marchés (grâce à l'essor des transports rapides) et le rôle des acteurs économiques (les entreprises, l'État). Quelles sont donc les différentes phases de la croissance dans le temps et ses extensions géographiques? Quels sont les moteurs de la croissance? Quels bouleversements sur l'économie et sur les sociétés des pays avancés la croissance a-t-elle entraînés?

Plan

- I. Alors que, de 1850 à 1945, les pays avancés entrent dans une économie de croissance...
- II. C'est de 1945 à 1973, que l'économie mondiale connaît une croissance forte exceptionnelle...
- III. Depuis 1973, la croissance économique s'est diffusée à toutes les aires géographiques, avec des rythmes différents

Sujet traité

I. De 1850 à 1945, les pays avancés entrent dans une économie de croissance

- **La croissance économique renouvelle le capitalisme**

Avant 1850, les pays européens, très ruraux, ont une croissance économique de 0,2 % du PIB par an. Puis les grands pays européens et l'Amérique du Nord enregistrent une croissance économique d'environ 2 % du PIB par an de 1850 à 1945, celle-ci est tirée par l'industrialisation et alimente les sociétés de consommation naissantes. Dans les années 1850-1870, la première industrialisation – fondée sur le système d'innovation « vapeur, charbon » –, se traduit par l'apparition des usines, dans lesquelles le processus de production est modernisé par l'installation et l'usage des machines. L'industrialisation touche les secteurs de la sidérurgie, le textile et les nouveaux moyens de transport (chemin de fer). L'Europe et l'Amérique du Nord se couvrent de voies ferrées qui permettent de réduire les distances-temps et ouvrent les marchés. Les bateaux à vapeur réduisent aussi le temps du trajet entre l'Europe et l'Amérique. Pour s'adapter à la taille des usines qui remplacent petit à petit les ateliers et les fabriques, le capitalisme individuel et familial qui avait accompagné les débuts de l'industrialisation laisse place à l'émergence de grands groupes industriels (Schneider en France, Siemens, IG-Farben et Krupp en Allemagne, Ford, General Motors, Chrysler – et Du Pont de Nemours aux États-Unis) qui prennent la forme de sociétés anonymes. L'industrialisation entraîne alors le développement des banques (Crédit Lyonnais en France, deutsche Bank en Allemagne), des places financières (Stock Exchange à Londres, Wall Street à New York, Bourse de Paris) et l'internationalisation des circuits financiers, ce qui ne va pas sans « crises ». En effet, c'est dans un contexte de spéculation boursière en Europe et aux États-Unis, que survient le krach de la Bourse de Vienne de 1873. Il révèle les déséquilibres de la croissance économique (des marchés sont saturés) et marque le point de départ d'une phase de ralentissement de la croissance jusqu'en 1896, qui conduit à la concentration dans l'industrie (cartels allemands, trusts américains). Plus forts et compétitifs, les grands groupes investissent dans la modernisation des systèmes de production et amorcent ainsi la deuxième industrialisation au tournant des XIX^e et XX^e siècles (1880-1930). La deuxième industrialisation s'appuie sur un nouveau système d'innovation – pétrole et électricité – qui porte la croissance à travers de nouveaux secteurs industriels (automobile et moteur à explosion, aéronautique, mécanique, chimie...) et s'accompagne de la taylorisation (travail à la chaîne) instaurée pour la première fois dans les usines automobile de Detroit par H. Ford, puis introduite en Europe par la suite. Le fordisme repose sur deux principes fondamentaux : la recherche de la hausse de la productivité, qui permet de réduire les coûts de production à l'unité et une politique de la main-

d'œuvre, visant à élever la rémunération des ouvriers pour qu'ils acceptent les conditions de travail (cadence, parcellisation des tâches...) et achètent les produits des entreprises. Le fordisme permet une production de masse destinée à une demande de masse. Faisant suite à une période d'expansion de la croissance économique dans les années 1920, le krach de la Bourse de New York (jeudi 24 octobre 1929) révèle à nouveau des déséquilibres, entre la hausse des cours des titres industriels à Wall Street et celle des profits réels des entreprises. La crise de 1929 est le début d'une nouvelle phase de ralentissement de croissance dans les années 1930. Entre 1929 et 1933 comme l'économie américaine est dominante et que les circuits bancaires sont de plus en plus internationalisés, la crise se propage en Europe (baisse de la production, montée du chômage et baisse de la demande). Cela se traduit à l'échelle mondiale, par une rétractation du commerce international, accompagnée d'une tendance au protectionnisme. La crise des années 1930 marque les débuts du capitalisme régulé par l'État (New Deal aux États-Unis, Front Populaire en France, grands travaux en Allemagne et en Italie), mais les résultats sont mitigés, la dépression des années 1930 ne se résout pas avant la guerre.

- **La croissance économique génère des bouleversements sociétaux et l'idéologie socialiste**

Au XIX^e siècle, le développement du capitalisme et l'économie de croissance constituent un bouleversement dans toutes les sociétés occidentales. Si le capitalisme a produit un énorme accroissement de richesse et élevé le niveau de vie global, il a aussi détruit les bases des fonctionnements sociaux antérieurs, et engendré des questions sociales nouvelles. Pour produire, les capitalistes, propriétaires privés des moyens de production, ont fait venir des paysans pour travailler en usine. Les ouvriers d'usine sont des individus déracinés et soumis à des rythmes sociaux nouveaux : ils ont des conditions de travail difficiles dans des lieux de production mal équipés et dangereux et ne bénéficient d'aucune protection sociale. C'est sur ce terreau que se sont élaborés des projets de société. Ainsi, sont nées les conceptions « socialistes » qui se répandent vers 1830 et se structurent après 1848 dans les pays industrialisés et vont inspirer le mouvement ouvrier, plus puissant en Allemagne (dans les années 1890) qu'en France. Dans *Le Manifeste du Parti communiste* (1848), Marx et Engels analysent l'histoire de toute société comme l'histoire de la « lutte des classes » : la classe dominante –, qui possède les moyens privés de production exploite le travail de la classe dominée – le prolétariat. Dans *Le Capital* (1867), K. Marx qui part d'une analyse de la société industrielle capitaliste en Angleterre, développe l'idée que les ouvriers sont des prolétaires qui produisent plus que la valeur de leur travail. C'est la **plus-value** (différence entre le coût réel du travail de l'ouvrier et ce qu'il est payé) qui enrichit le capitaliste et constitue la preuve de l'exploitation des ouvriers par la classe bourgeoise. Le progrès économique a donc surtout bénéficié aux classes supérieures

(bourgeoises) et moyennes qui se développent à la fin du XIX^e siècle en Europe et en Amérique du Nord. Le monde ouvrier, peu reconnu et souvent en marge dans les sociétés, se renouvelle avec l'essor d'une « nouvelle classe ouvrière » liée au développement du fordisme dans les années 1920-1930. C'est le fordisme qui précipite le déclin des ouvriers qualifiés (ouvriers de métier, proches de l'artisanat) au profit des OS (ouvriers spécialisés), fraiseurs, tourneurs, perceurs ou autres manœuvres dont le travail à la chaîne, d'une désespérante monotonie, est dénoncé par exemple dans *La Condition ouvrière* de S. Weil ou dans *Les Temps modernes* de Chaplin dans les années 1930.

II. De 1945 à 1973, l'économie mondiale connaît une croissance forte exceptionnelle

- **Quels sont les facteurs de la croissance pendant les Trente Glorieuses ?**

Les grands pays industrialisés enregistrent sur cette période des taux de croissance de 3 à 7 % du PIB par an en moyenne. La croissance est tirée par l'offre industrielle (reconstruction d'après la guerre) et par la hausse du niveau de vie qui stimule la demande, mais aussi par d'autres facteurs : l'augmentation de la population active (baby-boom) ; l'accélération du progrès technique (« innovations en grappe », selon Schumpeter) qui favorise l'intensification de la production (machines-outils, multiplication du nombre de nouveaux produits notamment technologiques) ; le faible coût de l'énergie et des matières premières (en trente ans la consommation d'énergie quadruple : charbon, pétrole, électricité) ; la révolution des transports (progrès du transport aérien, hausse de la vitesse, de la sécurité, conteneurisation du transport maritime, extension des réseaux) ; l'élargissement des marchés, lié à la libération des échanges internationaux dans le cadre du système monétaire international de Bretton Woods (1944) – stabilisation des changes –, et du Gatt (1947) ou d'espaces économiques régionaux en cours d'intégration (CEE, depuis 1957) où les obstacles aux échanges sont réduits progressivement ; l'internationalisation du capitalisme qui voit se multiplier les FMN (firmes multinationales), créatrices de filiales à l'étranger ; l'avènement d'un capitalisme régulé par l'intervention de l'État qui peut agir sur la production et la distribution par le dirigisme économique (nationalisations et planification indicative en France de 1946 à 1961 ; politiques industrielles et nationalisation au Royaume-Uni en 1946), tandis que l'État-providence permet une redistribution des revenus dans un but social.

- **Durant les Trente Glorieuses, les pays avancés connaissent une « révolution économique et sociale », mais la croissance ne fait pas disparaître les inégalités**

Dans les années 1945-1960, la croissance capitaliste produit un considérable accroissement de richesse dont peut jouir une partie des masses populaires. C'est le triomphe de la société de consommation, symbolisée par la multi-

plication des produits (automobiles, télévisions, produits électroménagers, téléphones) que les entreprises (Moulinex en France, Philco aux États-Unis pour les produits électroménagers) poussent à acheter en développant les techniques du marketing et de la publicité, tandis que le recours au crédit est facilité pour les consommateurs. Les pays du tiers monde ainsi que l'URSS et les démocraties populaires connaissent aussi une expansion avec des taux de croissance de près de 3 % par an. Mais la croissance des Trente Glorieuses ne fait pas disparaître les inégalités. Les inégalités ne disparaissent ni entre les nations (la France et l'Italie ont une croissance de 5,5 %; le Japon de 10,2 %...), ni entre les régions (les régions industrielles anciennes souffrent de problèmes de reconversion, les littoraux profitent de l'expansion économique), ni à l'intérieur des sociétés où l'on observe de forts écarts de richesses (début des années 1970, 5 % des ménages les plus riches détiennent 43 % du patrimoine aux États-Unis, 45 % en France, 57 % au Royaume-Uni). Certaines catégories de population demeurent à l'écart de la consommation de masse (ouvriers non reconvertis, petits commerçants paupérisés, travailleurs immigrés, personnes âgées). Ces déséquilibres suscitent de multiples formes de contestation.

III. Depuis 1973, la croissance économique s'est diffusée à toutes les aires géographiques, avec des rythmes différents

- **Une croissance ralentie pour les pays du Nord depuis 1973**

Après une phase d'expansion depuis 1945 (cycle A de Kondratiev), les économies occidentales connaissent des signes d'essoufflement économique dès la fin des années 1960 qui se traduisent par le choc social de 1968, le choc monétaire en 1971 (dévaluation du dollar par rapport à l'or) qui met fin au SMI et donc à la stabilité des changes; surproduction et saturation de certains marchés reflété dans une baisse de la consommation de masse; ralentissement des gains de productivité par suraccumulation du capital enfin, choc pétrolier de 1973 (les pays de l'OPEP multiplient par 4 le prix du baril de pétrole brut) qui fait prendre conscience à l'Occident de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur et déstabilise l'économie mondiale. Le choc pétrolier est le détonateur d'une période de ralentissement durable de la croissance économique. Jusque dans les années 1980-1985, on parle de stagflation, situation qui fait coïncider un ralentissement de la croissance (1 à 2 %) – avec une forte inflation (peut dépasser 10 %) due à la hausse des prix de l'énergie et alimentée par des comportements de consommation qui ne diminuent pas (augmentation des dépenses publiques et recours au crédit, augmentation des salaires). La situation économique infirme bientôt les thèses keynésiennes sur l'intervention de l'État (politiques de relance par augmentation de la masse monétaire) au profit des thèses monétaristes de l'École de Chicago, qui, en affirmant que la circulation monétaire doit être contenue pour limiter l'inflation, soutiennent l'idée qu'il faut « laisser

faire » les marchés, ce qui remet en cause l'État interventionniste et l'État-providence (protecteur social). Ces thèses sont adoptées par les institutions financières internationales (FMI, Banque centrale) et par les États-Unis sous le gouvernement de R. Reagan et au Royaume Uni sous le gouvernement de M. Thatcher. Elles dominent depuis une quarantaine d'années. Les politiques mises en œuvre ont contribué à juguler l'inflation, mais au prix d'une montée du chômage de masse qui perdure et augmente, véritable fléau social (4 % de la population active en Allemagne de 1974 à 1983, 5,7 % en France, plus de 7 % en Italie et aux États-Unis, plus de 9 % en Espagne...).

- **Des rythmes de croissance variés pour les autres régions du monde**

Depuis les années 1970, les écarts se creusent entre les taux de croissance des pays du Nord et des pays du Sud. À la fin des années 1980, la fin du communisme en Europe de l'Est puis l'écclatement de l'URSS socialiste en 1991 traduit l'échec d'un mode de développement qui s'était présenté en alternative du capitalisme : la plupart des ex-pays socialistes se convertissent au capitalisme, ce qui contribue à leur développement et fait apparaître une classe moyenne tout en creusant des écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Dans les pays du Sud, malgré la CNUCED (Conférence des nations unies pour le commerce et le développement) qui plaide, depuis 1964, pour la mise en place d'un « nouvel ordre économique mondial » qui permettrait de combler les inégalités entre les États, la majorité des pays du Sud (Afrique subsaharienne, pays andins, pays d'Asie centrale, certains pays arabes), ne parvient pas à rattraper le retard de développement sur les pays du Nord. Les exceptions se situent en Asie du Sud et de l'Est pour les Dragons (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan), puis les NPIA (Malaisie, Thaïlande, Philippines, Indonésie, Vietnam), qui enregistrent des taux de croissance élevés depuis les années 1970, ensuite, pour les puissances émergentes – Brésil, Russie, Inde, Chine, République Sud-africaine (BRICS) qui connaissent une accélération de leur croissance économique et de leur développement depuis les années 2000. Depuis les années 2000, la Chine qui a connu des taux de croissance de 8 à 10 % est devenue « l'atelier du monde ».

III. La « crise » contemporaine est une crise du capitalisme dont le modèle de croissance tend à être remis en cause

- **La crise contemporaine est une crise massive du capitalisme dans une économie de plus en plus financiarisée**

Les crises sont inhérentes à la croissance capitaliste. Comment caractériser la « crise » contemporaine qui perdure ? La « crise » contemporaine peut s'analyser globalement comme une crise de l'offre et de la demande et comme le résultat de la dérégulation financière globale. Une crise de l'offre et de la demande : d'une part, les entreprises sont contraintes d'investir

constamment pour moderniser les systèmes de production (suraccumulation du capital) afin d'être compétitives, et de réagir à la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » (K. Marx), elles cherchant à réduire les coûts de production, soit en délocalisant la production sur le marché mondial soit en recherchant des placements financiers de plus en plus rentables. Dans les années 2000, la « crise de suraccumulation du capital » est mondiale. Elle touche la Chine, les États-Unis et l'Europe, la Chine – « atelier du monde » exportant vers l'Europe et les États-Unis, régions qui se désindustrialisent, avec les mutations sociales que cela entraîne. Par ailleurs, la baisse du taux de profit est également compensée par le recours exagéré au crédit et à la spéculation, aux fusions-acquisitions d'entreprises... jusqu'à l'éclatement de bulles (financières ou immobilières). D'autre part, la demande effective des biens de consommation est entravée par la limitation mondiale du pouvoir d'achat des consommateurs du fait des rapports antagonistes de répartition (salaires fixés à un minimum socialement nécessaire...). Dans les années 2000, la montée des inégalités sociales à l'intérieur des pays a pour effet de réduire le pouvoir d'achat des consommateurs. Tout se passe comme si, à l'échelle mondiale, les salaires étaient trop faibles et l'épargne trop élevée. Mais la crise contemporaine est aussi le résultat de la déréglementation financière. Depuis une trentaine d'années, la croissance s'est poursuivie avec des crises qui se sont fortement aggravées depuis l'explosion des marchés et la financiarisation de l'économie mondiale. Ces crises – « inhérentes au capitalisme » (M. Aglietta) – sont générées par le surendettement et la spéculation. Depuis les deux chocs pétroliers (1973-1979), les pays exportateurs de pétrole (pays rentiers) détiennent des sommes considérables de dollars qui ont été placées dans les pays occidentaux et prêtées aux pays du Sud, c'est là l'origine des crises des dettes souveraines qui sont des crises de défauts de paiement (crise au Mexique en 1982 et 1995, crise asiatique (Thaïlande...) en 1997, crise en Russie en 1998, crise en Argentine en 2001). À l'échelle globale, les soldes négatifs des balances de paiement courants des pays déficitaires (États occidentaux les plus riches), s'équilibrent avec les soldes excédentaires des balances des paiements courants de quelques pays (Chine, Allemagne, pays exportateurs de pétrole, puissances émergentes), la Chine et les pays pétroliers finançant les déficits américains (achat de bons du Trésor américains par la Chine) ou investissant en Afrique grâce à leurs excédents... Par ailleurs, la libéralisation des mouvements de capitaux est à l'origine de crises et krachs purement spéculatifs qui surviennent dans la sphère boursière et financière. Ainsi : le Lundi Noir d'octobre 1987 aux États-Unis, Wall Street perd plus de 22 % en une journée ; en 2002, les entreprises de la « Nouvelle économie » (Yahoo, eBay, Amazon), atteignent des cours sans lien avec leurs résultats financiers ; en 2007-2008, la crise des *subprimes*, provoque la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers avec ses effets en cascade sur l'économie réelle. On comprend donc que la finance domine l'économie mondiale. Sous l'effet de la « règle des 3D : déréglementation,

dérégulation, désintermédiation », les acteurs financiers – par exemple les fonds spéculatifs – agissent directement et 24/24 sur des marchés où les mouvements de capitaux sont libres. D'après le FMI, la valeur financière de l'économie (capitalisations boursières, dettes, actifs des banques) équivaut à 4 fois la valeur du PIB mondial en 2014, le phénomène étant entretenu par l'informatisation des processus d'échanges par lesquels des plus-values peuvent se réaliser à la seconde près !

- **Une remise en cause du modèle de croissance**

Dans les années 1970, des voix s'élèvent pour remettre en cause le modèle de la croissance capitaliste (rapport Meadows du Club de Rome – *Limits to Growth* – en 1972) en posant la question de ses limites... Puis la notion de « développement durable » est définie par l'ONU (rapport Brundtland – *Our common future*, en 1987) qui pose la question de l'impact du développement sur l'environnement. Peut-on croire à l'infini sur une terre aux ressources finies ? Comment assurer « un développement qui réponde aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ? ». Ces questions sont posées au Sommet de la Terre à Rio en 1992, où est adopté un texte fondateur de 27 principes relatifs à la préservation de l'environnement, à partir de quoi les collectivités sont appelées à favoriser des politiques de développement durable à l'échelle locale répondant aux « trois piliers » du **développement durable** (économique, social, environnemental) dans l'esprit « Agir local penser global ». Mais même si l'évolution des économies occidentales laisse penser que l'on pourrait s'engager dans **une économie post-croissance**, comme le montre le développement de l'économie de partage, reflet d'une évolution du capitalisme, la pression continue qu'exerce l'homme sur les ressources de la planète (empreinte écologique) pose la question des limites du processus de croissance industrielle à l'échelle mondiale.

Conclusion

Dans le temps, la croissance, portée par plusieurs phases d'industrialisation qui ont transformé le capitalisme (sociétés anonymes, grandes entreprises, internationalisation de la finance), se caractérise depuis le XIX^e siècle par une alternance de phases d'expansion et de ralentissement entrecoupés de crises majeures (1873, 1929, 1973-1979) – moments où se retournent une conjoncture –, qui posent la question des dysfonctionnements du système capitaliste. Dans l'espace, la croissance se poursuit dans le contexte de la mondialisation, c'est-à-dire d'une intégration de plus en plus poussée des phénomènes économiques et financiers à toutes les échelles et à l'échelle mondiale sous l'effet d'une « troisième révolution industrielle » (J. Rifkin), celle du transport (conteneurisation depuis les années 1950) et de la communication (numérisation, internet, téléphonie sans fil depuis